

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère de l'agriculture  
et de l'alimentation

Arrêté du

**20 AVR. 2021**

**relatif à la prise en charge partielle des indemnités versées par le Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental aux agriculteurs ayant subi en 2020 des pertes économiques consécutives aux mesures de blocage dues à la tuberculose bovine (Tub-6-2020-B)**

*NOR : AGRT2110368A*

Le ministre de l'agriculture et de l'alimentation,

Vu l'aide d'État SA.53506 (2019/N) relative aux aides aux contributions financières des Fonds de mutualisation ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 361-3 et D. 361-65 à D. 361-80 ;

Vu l'arrêté du 12 avril 2012 modifié relatif aux coûts et pertes économiques éligibles à indemnisation par un fonds de mutualisation, pris en application de l'article R. 361-53 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2019 portant agrément de l'association Fonds National Agricole de Mutualisation du Risque Sanitaire et Environnemental (FMSE) en tant que Fonds de mutualisation au titre de l'article L. 361-3 du Code rural et de la pêche maritime ;

Vu le programme d'indemnisation des pertes et coûts résultant en 2020 des mesures de blocage dues à la tuberculose bovine transmis par le FMSE le 4 mars 2021 ainsi que les documents et informations complémentaires transmis dans le cadre de l'instruction de la demande d'aide ;

Vu l'avis émis par le Comité National de la Gestion des Risques en Agriculture lors de sa séance du 14 avril 2021;

**Arrête :**  
**Article 1er**

Le programme d'indemnisation des pertes et coûts résultant en 2020 des mesures de blocage dues à la tuberculose bovine transmis par le FMSE est déclaré éligible à la contribution financière du Fonds National de Gestion des Risques en Agriculture (FNGRA) prévue à l'article D 361-65 du Code rural et de la pêche maritime.

**Article 2**

Le programme d'indemnisation approuvé en application de l'article 1<sup>er</sup> concerne l'ensemble des départements de la France métropolitaine.

**Article 3**

Le programme d'indemnisation mentionné à l'article 1<sup>er</sup> concerne les coûts et pertes liés :

- à l'immobilisation des animaux en raison d'interdictions de circulation ou d'échanges prévus au premier tiret de l'article 3 de l'arrêté du 12 avril 2012 susvisé,
- à un changement de destination de la production prévus au quatrième tiret du même article.

Les coûts et pertes visés à l'alinéa précédent sont ceux constatés entre la date de l'arrêté préfectoral de mise sous surveillance (APMS) et la date de l'arrêté préfectoral portant déclaration d'infection (APDI) ou la date de levée de l'APMS en l'absence d'APDI.

Les dates de début d'APMS sont comprises entre le 1<sup>er</sup> février 2020 et le 30 septembre 2020.

La période d'éligibilité des pertes est du 1<sup>er</sup> février 2020 au 28 décembre 2020.

**Article 4**

Pour le programme d'indemnisation mentionné à l'article 1er, le taux de la contribution financière du FNGRA est fixé à 65 % des indemnisations versées par le Fonds national agricole de mutualisation du risque sanitaire et environnemental aux agriculteurs ayant subi des pertes économiques découlant des mesures de blocage dues à la tuberculose bovine.

Le montant maximum de cette contribution financière est fixé à 195 000,00 € (cent quatre vingt quinze mille euros).

Aucune contribution financière n'est versée s'il est constaté que le montant des coûts et pertes éligibles au FMSE pour le programme mentionné à l'article 1er est inférieur à 5 000,00 € (cinq mille euros).

Le plan de financement est en annexe du présent arrêté.

### **Article 5**

La totalité des indemnisations pour lesquelles a été sollicitée la contribution financière visée à l'article 4 doit avoir été versée aux agriculteurs concernés au plus tard douze mois après la publication du présent arrêté.

### **Article 6**

Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère chargé de l'agriculture.

Fait le

**20 AVR. 2021**

~~Pour le~~ Ministre et par délégation  
~~L'ingénieur~~ en chef des mines

**Serge LHERMITTE**

## ANNEXE

### Plan de financement visé à l'article 4

Montant total des pertes éligibles	Taux d'indemnisation
300 000, 00 €	100 %

Participation FMSE		Participation publique FNGRA	Montant total
35 %		65 %	
Section commune	Section ruminants		
30 %	70 %	195 000,00 €	
31 500,00 €	73 500,00 €		